

Madame la Ministre,

Nous ne sommes pas inquiets, mais en colère, en colère pour le mépris dont fait preuve la rédaction du rapport de l'AERES portant évaluation d'un échantillon de sept écoles prétendument représentatives de l'ensemble des écoles d'art territoriales. Ceux d'entre nous qui ont joué le jeu de la concertation à travers des états généraux organisés par vous et cherché en se prêtant à la dite évaluation à satisfaire des critères qui ne sont pas les nôtres, qui ont cru qu'on reconnaîtrait nos pratiques et savoir-faire et qu'il en résulterait par voie de conséquence une promotion de fait de nos statuts, en sont pour leurs frais. Non seulement il n'en est rien, mais pire, le rapport de l'AERES préconise un double alignement académique et marchand qui désavoue la spécificité de l'art en matière d'enseignement et d'approche du monde. D'un côté, il se sert de l'université pour opérer un transfert de compétences relatives à une *praxis* de l'art où l'art se réfléchit et se pense du même mouvement qu'il se produit, et moyennant ce transfert d'autorité à l'université, il nous assène des critères d'évaluation normatifs à l'appui d'un grade, le master. De l'autre côté, il nous loge à la même enseigne et nous traite à la même aune qu'il traite les enseignants-chercheurs.

Nous refusons de cautionner une réforme qui s'inscrit dans une logique de compétition pour nous déposséder d'une tradition et de formes de travail que seule l'attention de l'art aujourd'hui permet. C'est en conscience que direction, étudiants, enseignants et personnels de l'École des beaux-arts de Toulouse réunis en assemblée générale (70 personnes) suggèrent que nos écoles entrent en résistance, et en conséquence qu'elles rejoignent le mouvement social.

Toulouse, le 11 mars 2009